

Décret n° 2005-81/PRN/MHE/LCD du 22 avril 2005, portant organisation du ministère de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification.

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 99-56 du 22 novembre 1999, déterminant l'organisation générale de l'administration civile de l'Etat et fixant ses missions ;

Vu l'ordonnance n° 99-57 du 22 novembre 1999, déterminant la classification des emplois supérieurs de l'Etat et les conditions de nomination de leurs titulaires ;

Vu le décret n° 99-466/PCRN/MFP/T/E du 22 novembre 1999, fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 99-56 du 22 novembre 1999 ;

Vu le décret n° 2004-403/PRN du 24 décembre 2004, portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2004-404/PRN du 30 décembre 2004, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2005-47/PRN/MHE/LCD du 18 février 2005, déterminant les attributions du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification ;

Sur rapport du ministre d'Etat, ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification ;

Le Conseil des ministres entendu ;

Décète :

Article premier – Le ministère de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification est organisé ainsi qu'il suit et comprend :

- une administration centrale ;
- des services déconcentrés ;
- des services rattachés.

Art. 2 – L'administration centrale comprend :

- le cabinet du ministre d'Etat,
- le secrétariat général,
- l'inspection générale des services,
- les directions nationales,
- les organes consultatifs.

Art. 3 – Le cabinet du ministre d'Etat comprend :

- un chef de cabinet,
- un secrétaire particulier,
- un à trois (3) conseillers techniques.

Art. 4 – Le chef de cabinet est nommé par arrêté du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 5 – Le secrétaire particulier est nommé par décision du ministre d'Etat, ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 6 – Les conseillers techniques sont nommés par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Ils ont rang de secrétaire général de ministère.

Art. 7 – Le secrétariat général comprend :

- un bureau d'ordre,
- un secrétariat.

Art. 8 – Le secrétariat général est dirigé par un secrétaire général qui peut être assisté d'un secrétaire général adjoint.

Art. 9 – Le secrétaire général et son adjoint sont nommés par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Art. 10 – L'inspection générale des services comprend :

- un inspecteur général
- un ou des inspecteurs de services

Art. 11 – L'inspecteur général et les inspecteurs de services sont nommés par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

L'inspecteur général a rang de secrétaire général de ministère et les inspecteurs de service ont rang de directeur national.

Art. 12 – Les directions nationales techniques sont les suivantes :

- la direction de l'hydraulique villageoise et pastorale (DHV/P) ;
- la direction de l'hydraulique urbaine, semi-urbaine et de l'assainissement (DHU/SU/A) ;
- la direction des ressources en eau (DRE) ;
- la direction de l'environnement (DE) ;
- la direction de la faune, de l'apiculture et des aires protégées (DFA/AP) ;
- la direction de la pêche et de l'aquaculture (DPA) ;
- la direction de la protection de la nature (DPN).

Art. 13 – Les directions nationales d'appui sont les suivantes :

- la direction des études et de la programmation (DEP) ;
- la direction de la législation (DL) ;
- la direction des statistiques (DS) ;
- la direction des archives, de l'information, de la documentation et des relations publiques (DAID/RP) ;
- la direction des affaires administratives et financières (DAAF).

Art. 14 – L'organisation des directions nationales ainsi que les attributions de leurs responsables sont fixées par décret pris en Conseil des ministres sur rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification.

Art. 15 – Les directeurs nationaux sont nommés par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Art. 16 – Dans le cadre de la concertation avec les partenaires du ministère, le ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification peut mettre en place des organes consultatifs qu'il juge indispensables à l'accomplissement de sa mission.

Art. 17 – La création, la composition ainsi que les modalités d'organisation et de fonctionnement des organes consultatifs sont fixées par arrêté du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification.

Art. 18 – Pour l'étude des dossiers et la réalisation des missions particulières, le ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification peut proposer au Conseil des ministres, la création d'une administration de mission dont les contours, la durée et les moyens à mettre en œuvre seront précisés.

Art. 19 – Le ministère de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification dispose à l'intérieur du territoire national, de services déconcentrés qui sont :

- les directions régionales de l'hydraulique ;
- les directions régionales de l'environnement et de la lutte contre la désertification ;
- les services départementaux de l'hydraulique ;
- les services départementaux de l'environnement et de la lutte contre la désertification ;
- les services communaux de l'hydraulique ;
- les services communaux de l'environnement et de la lutte contre la désertification.

Art. 20 – L'organisation des services extérieurs ainsi que les attributions de leurs responsables sont fixées par arrêté du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification.

Art. 21 – Les responsables des services extérieurs sont nommés par arrêté du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Art. 22 – Des services rattachés peuvent être créés autant que de besoin par décret pris en Conseil des ministres. L'organisation et le fonctionnement de ces services sont déterminés par voie réglementaire.

Art. 23 – La liste des entreprises et établissements publics sous tutelle du ministère de la jeunesse, des sports et des jeux de la francophonie sera déterminée par décret pris en conseil des ministres.

Art. 24 – Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n° 2001-203/PRN/MHE/LCD du 2 novembre 2001, portant organisation du ministère de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification.

Art. 25 – Le ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 22 avril 2005

Le Président de la République

Mamadou Tandja

Le Premier ministre

Hama Amadou

Le ministre d'Etat, ministre de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification

Abdou Labo